

SEANCE du 25 novembre 2025

N° 2025_11_06

Objet : Tarification de la redevance à la Résidence autonomie Georges Brassens

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU la délibération n°2024_09_04 du 24 septembre 2024, actant la composition de la redevance ;

CONSIDERANT que le loyer brut peut être révisé chaque année au regard de l'IRL ;

CONSIDERANT que les charges peuvent être révisées chaque année ;

Le Conseil d'administration,
Après avoir délibéré à l'UNANIMITÉ,

- **VALIDE** la révision annuelle du loyer brut, fixée à 629,14 € au 1er janvier 2026, sur la base de l'IRL du 1er semestre 2025 ;
- **APPROUVE** le montant des charges locatives pour 2026, établi à 63,21 € (tableau ci-dessous), en précisant que les charges seront révisées chaque 1er janvier en fonction du compte administratif de l'année N-2 ;
- **MAINTIENT** le montant des prestations minimales obligatoires à 3 € par mois ;
- **FIXE** la date de révision annuelle de la redevance au 1er janvier de chaque année.

Mode de calcul des charges

	Mode de calcul	Coût global Compte administratif 2024	Coût proratisé aux m² retenus	Coût proratisé au nombre de logements (retraité des 17 agents)	Coût proratisé au nombre de logements par an	Coût proratisé au nombre de logements par mois
Gaz	Surface retenue = 2752 m² (Surface bâtiment = 4252 m² - Sous-sol = 1500 m²) Nombre de personnes retenues = 97 (Nombre d'agents = 17 / Nombre de logements = 80)	80 594,15 €	52 162,54 €	43 020,65 €	537,76 €	44,81€ €
Eau	Surface retenue = 2752 m² (Surface bâtiment = 4252 m² - Sous-sol = 1500 m²) Nombre de personnes retenues = 97 (Nombre d'agents = 17 / Nombre de logements = 80)	23 512,38 €	15 217,80 €	12 550,76 €	156,88 €	13,07 €
Electricité	Surface des parties communes = 803,33 m² Nombre de personnes retenues = 97 (Nombre d'agents = 17 / Nombre de logements = 80)	32 867,45 €	6 209,64 €	5 121,35 €	64,02 €	5,33 €
Coût mensuel des charges par logement						63.21 €

Acte rendu exécutoire

Après envoi en Préfecture
Le : 26 novembre 2025

Et publication ou notification
Du : 26 novembre 2025

Pour extrait certifié conforme
Fait à Pontault-Combault, 25 novembre 2025



Par délégation du Président
Vice-présidente du CCAS

Sophie Piot



Extrait du registre des délibérations
du Conseil d'administration du CCAS de Pontault-Combault

Séance du 25 novembre 2025

Arrondissement de Torcy

Canton de Pontault-Combault

Nombre de membres

En exercice : 17

Présents : 14

Excusés : 2

Non excusé : 1

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre à dix-huit heures trente, le Conseil d'Administration du CCAS de Pontault-Combault, dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni, à la direction des solidarités, sis 79 avenue de la République, sous la présidence de Madame Sophie Piot, Vice-présidente du CCAS.

PRÉSENTS :

M. Bord, Mme Piot, Mme Venturini, Mme De Almeida Lacerda, Mme Dany, Mme Chauliaguet, Mme Heuclin et Mme La Spina - membres élus

Mme David, Mme Bodeau, Mme Pattier, Mme Loyer, M. Rodrigues et M. Chapellet - membres nommés

EXCUSE(S) :

Mme Canitrot et M. Becquart

**ABSENT(S) NON
EXCUSE(S) :**

Mme Rivoire

PROCURATIONS :

Mme Canitrot
M. Becquart

A Mme Piot
A Mme La Spina

**SECRÉTAIRE DE
SÉANCE :**

M. Nicolas Loquet en collaboration de Mme Ageorges Christelle

Délai et voie de recours : en application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Président de Pontault-Combault dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification à l'adresse suivante : 30 avenue des Marguerites 77340 PONTAULT-COMBAULT. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L.411-7 CRPA).
En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun - sis 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun - par courrier ou sur le site télerecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou affichage ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.